



Madame le Ministre,

En vue de la rencontre des ministres des Finances du G20 à St Andrews, nous, organisations et associations de la société civile, vous sollicitons suite à l'engagement pris par les représentants des pays du G20 lors du sommet de Londres en avril dernier, de « développer des propositions pour aider les pays en développement à profiter des bienfaits d'un nouvel environnement fiscal coopératif ».

En novembre 2008, à la conférence des Nations Unies pour le financement du développement, les gouvernements ont déclaré que « *la fuite des capitaux constitue un obstacle majeur à la mobilisation des ressources nationales pour le développement* ». L'engagement a été pris de « *renforcer les efforts nationaux et multilatéraux visant à combattre les différents facteurs qui y contribuent* ».

Nous sommes persuadés que l'impôt constitue la meilleure source de financement du développement. Or nous estimons que 160 milliards de dollars¹ quittent chaque année les pays en développement du fait de l'évasion fiscale pratiquée par les multinationales. Cet argent, s'il était investi normalement, pourrait sauver la vie de 350 000 enfants de moins de 5 ans chaque année.

Même si le G20 a fait des progrès significatifs pour lever le secret bancaire dans les paradis fiscaux, les réformes actuellement proposées ne permettent pas de répondre à la situation particulière des pays en développement. Les critères utilisés par l'OCDE pour l'élaboration des listes noires, grises et blanches reposent sur des accords bilatéraux et sur des modèles d'échange d'informations « *à la demande* ». Pour les pays en développement, ces critères sont insuffisants dans la mesure où ils auront de grandes difficultés à bénéficier d'accords bilatéraux et, ainsi, à utiliser le modèle d'échange d'informations prévu. Si, comme l'ont affirmé les leaders du G20 à Londres, l'ère du secret bancaire doit se terminer, des mesures réellement globales doivent être prises très rapidement.

¹ Estimations de Christian Aid, 2009

Le forum de l'OCDE sur l'administration fiscale, lors de sa réunion en septembre dernier, a fait un certain nombre de propositions visant directement les pays en développement. Le problème n'a cependant pas été abordé dans toutes ses dimensions.

Dès lors, nous vous invitons à :

1. Soutenir la mise en place d'un accord multilatéral pour un échange automatique d'informations entre juridictions nationales, permettant aussi de divulguer l'identité des bénéficiaires réels des mécanismes tels que les trusts. Au minimum, il convient de mettre en place un mécanisme de revue par les pairs efficace, qui permettrait d'évaluer si les pays en développement profitent des progrès réalisés en matière d'échange d'informations ;
2. Soutenir un modèle de normes comptables internationales exigeant des multinationales qu'elles déclarent leurs profits pays par pays.

Ces deux mesures visent à combattre efficacement l'évasion fiscale et devraient donc figurer dans les accords d'investissements régionaux et bilatéraux avec les pays en développement.

Nous sommes certains qu'elles fourniraient à ces pays l'information dont ils ont besoin pour poursuivre les fraudeurs à l'impôt et qu'elles permettraient au G20 d'honorer ses engagements envers ces mêmes pays.

Nous vous prions d'agréer, Madame le Ministre, l'expression de notre haute considération,

Représentants des organisations :



Nuria Molina, Eurodad director



Rómulo Torres, Latindadd director



Bernd Nilles, Cidse secretary general



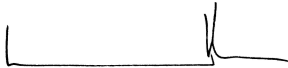
John Christensen, TJN director



Raymond Baker, GFI director



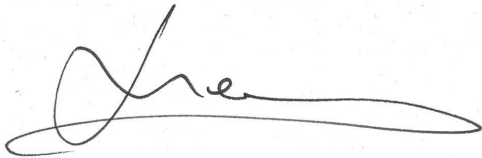
Daleep Mukarji, Christian Aid director



Jeremy Hobbs, Oxfam International director



Ramesh Singh, ActionAid International Chief Executive



Jean Merckaert, PPFJ coordinator